

LA GOUVERNANCE DE L'OMC

Virginie ROBERT

C'est intéressant, je pense que ce serait très rassurant pour vous parce que vous voyez à quel point les règles de l'OMC comptent. En même temps, nous savons qu'il y a un problème de gouvernance, ainsi que de nombreux maux. Pouvons-nous en parler un peu, car nous voyons beaucoup de perturbations sur la scène mondiale, sur le commerce, et la réglementation de l'OMC n'est pas efficace. Parlons donc de la gouvernance, des maux de cette institution, et nous essayerons également d'aborder les remèdes. Qui veut commencer, de l'OMC ? Karl, voilà quelqu'un de courageux.

Karl BRAUNER

Je reprends là où nous en étions. La règle de base de l'OMC est le principe de la nation la plus favorisée, qui établit que si vous offrez un traitement de faveur à l'un des 164 membres, vous devez accorder le même traitement à tous les autres membres. Les accords de libre-échange sont en fait une dérogation à ce principe. Ils sont une dérogation, dans la mesure où ils vous permettent d'offrir à l'un de vos partenaires un traité, un traitement plus favorable qu'aux autres. Cette exemption est justifiée par la nécessité de couvrir l'essentiel des échanges commerciaux. Nous avons un comité qui délibère sur les accords de libre-échange notifiés, et il ne produit jamais de résultat ayant une issue critique pour les parties, car il n'en a pas le courage.

Virginie ROBERT

Par conséquent, c'est un manque de courage politique de l'institution ?

Karl BRAUNER

Elle manque de fermeté. Oui, elle manque de fermeté. Ils commencent par discuter de l'accord. Puis le secrétariat rédige un rapport factuel. Celui-ci peut effectivement mettre en évidence le fait qu'il ne couvre pas l'essentiel des échanges, et ensuite les parties-, pas les parties, les membres, discutent, mais il n'y a aucune conséquence.

Virginie ROBERT

M. Bark ?

Taeho BARK

Avant de passer au système commercial multilatéral, je souhaiterais revenir sur l'article 232 relatif aux voitures. Je pense que le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a donné au président Trump, en mai, plusieurs options pour limiter les importations d'automobiles, au moyen de mesures de restriction. Il a demandé un délai de six mois pour prendre une décision, qu'il devrait donc rendre en novembre. Etant donné que le Président Trump est très imprévisible, nous ne savons donc pas s'il repoussera de nouveau cette décision ou s'il annoncera des mesures spécifiques. Nous devons attendre de voir ce qu'il se passe. Les constructeurs automobiles coréens sont également préoccupés par la décision du Président Trump concernant l'article 232 sur les automobiles.

Karl BRAUNER

Mais l'avantage de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Japon se réduit maintenant à sa capacité à éviter des effets négatifs. Il devrait créer des effets positifs, mais il ne fait qu'éviter les effets négatifs. Ce n'était pas l'objectif initial.

Gabriel FELBERMAYR

Il va au moins à l'encontre de l'esprit de l'Article 24, qui dispose que les parties qui s'engagent dans des accords commerciaux préférentiels doivent réduire leurs droits de douane, et si elles ne le font pas, le fait que l'inverse se produise, peut-être, si vous abandonnez les règles d'origine, ce n'est certainement pas dans l'esprit de l'Article.

Néanmoins, si l'on parle de l'OMC, je pense qu'il est très facile d'accuser l'OMC, mais qui est l'OMC, vous savez, ses membres. C'est une organisation gérée par ses membres, et quand on en parle, on oublie souvent ce détail, vous voyez ? On accuse l'OMC : l'OMC est inefficace, elle ne fait pas appliquer ses règles, etc., etc., mais elle est simplement la somme de ses 164 membres. Ensuite, vous savez, tout le monde, y compris les Européens qui au moins apportent un soutien de façade -

Virginie ROBERT

M. Watanabe, puis Marcus Noland.

Yorizumi WATANABE

Merci beaucoup. Juste un dernier commentaire sur cet accord récent entre le Japon et les États-Unis sur une entente commerciale entre les deux pays. L'une des principales réticences que suscite cet accord est le fait que les États-Unis ne pouvaient pas offrir le même traitement tarifaire sur les pièces et les composants automobiles que celui qu'ils proposaient lors des négociations du TPP 12 qui s'est conclu en octobre 2015.

Ainsi, vous avez une vue d'ensemble, vous savez, les taxes sur les voitures particulières s'élèvent à 2,5 %. Même l'accord TPP 12 prévoyait une élimination progressive des droits de douane de 2,5 % sur 25 ans, n'est-ce pas ? Cependant, au lieu de cela, pour les pièces et les composants automobiles, le Japon a vu plus de 87 % de ses lignes tarifaires concernant les pièces automobiles soumises à des droits de douane standards. C'est une élimination immédiate des taxes. Voilà l'accord qui a été conclu en octobre 2015.

Par conséquent, c'est c'est l'élément que nous n'avons pas pu obtenir, et c'est la principale crainte en quelque sorte, selon moi. Merci.

Virginie ROBERT

Ok. Marcus, vous vouliez ajouter quelque chose ?

Marcus NOLAND

Oui, donc l'OMC a toutes sortes de problèmes, mais sa compétence ne dépend que celle de ses membres, et je voudrais souligner encore une fois un point que j'ai évoqué au début, qui est que pendant 80 ans, le gouvernement des États-Unis a essayé de promouvoir un système commercial ouvert fondé sur des règles libérales. Il n'a pas toujours été efficace, n'a pas toujours respecté ses propres normes, mais il était fondamentalement favorable à ce type de système. Cela a changé en 2016. Nous avons maintenant un gouvernement qui serait très heureux de voir l'OMC paralysée par le blocage de la désignation de nouveaux juges d'appel.

Virginie ROBERT

Oui, nous allons en arriver là.

Marcus NOLAND

Et la question est pourquoi ? Qu'est-ce qui a changé aux États-Unis, et est-ce aberrant, et pouvons-nous nous attendre à un retour à la norme, ou bien est-ce le futur ? Parce que si c'est le futur, il soulève vraiment une série de questions bien différentes pour le système.

Aux États-Unis, un nombre croissant d'analyses scientifiques tentent d'expliquer ce changement. J'ai participé à certaines d'entre elles, Jeffrey Frieden qui se trouve dans l'assistance, a également participé à certaines d'entre elles. Certains de ces travaux visent à étudier les préférences individuelles des électeurs, d'autres sont réalisés en analysant les schémas de vote au niveau des comtés, d'autres encore sont des recherches expérimentales. Les enseignements que l'on pourrait tirer de ces recherches sont en réalité assez troublants.

Le virage protectionniste des États-Unis semble reposer sur un sentiment pernicieux de victimisation, qui se manifeste via deux canaux différents. L'un est conventionnel, et tout le monde dans cette salle le connaît : les secteurs importateurs concurrents, notamment les industries en déclin, sont touchés par les importations, et ils veulent être protégés. Si vous regardez l'administration de Trump, beaucoup de ses membres ou de ses conseillers sont des personnes qui étaient propriétaires ou dirigeantes dans des secteurs industriels en déclin de l'économie américaine. L'autre est moins connu. Au niveau individuel, ce que les données semblent indiquer c'est que cette orientation vers le protectionnisme est fortement motivée par, ou associée à, une politique identitaire blanche, autrement dit à un certain racisme. C'est l'expression d'une anxiété montante parmi une partie de la population blanche aux États-Unis concernant la perte du statut de groupe et la perte de sa capacité à contrôler le système pour servir ses propres intérêts. Cette insécurité est renforcée chez les élites par le statut en déclin des États-Unis sur le plan international. Le fait que la Chine soit considérée à la fois comme un adversaire économique et géopolitique contribue à renforcer l'attention qu'elle concentre.

Si l'on se tourne vers l'avenir, une stratégie électorale qui attise la colère au sein de la population blanche est, sur le plan démographique, une main perdante à long terme, qu'elle puisse fonctionner en 2020 ou non. Si Trump parvient à éviter la destitution et est réélu, il faudra appliquer l'expression « Katy, bar the door », comme on dit chez nous, sur le type de problèmes dont nous discutons.

Virginie ROBERT

Pouvez-vous nous dire ce que cela signifie exactement, pour les non-américains ?

Marcus NOLAND

Cela signifie se préparer au pire car une catastrophe se profile à l'horizon. Si les démocrates remportent la victoire, ce ne sera pas la panacée. Si les démocrates – et ce n'est pas seulement mon avis, de nombreuses données viennent appuyer cela – accueillent bien plus favorablement une coopération internationale, ils n'ont pas nécessairement un point de vue libéral en matière de commerce. Avec certains candidats, une politique commerciale raisonnable pourrait voir le jour, mais avec d'autres, elle pourrait être difficile à obtenir. Compte tenu de l'économie politique des États-Unis, les prochains résultats pourront varier de « passables » à « désastreux ».

Virginie ROBERT

Désastreux, bien, c'est très rassurant.

Gabriel, vous vouliez ajouter quelque chose, et puis M. Bark ?

Gabriel FELBERMAYR

Oui, je voulais juste dire que bien évidemment c'est une discussion intra-nationale axée sur les États-Unis et sur le vieux blanc grincheux, mais il y a aussi, et je pense que c'est là où les républicains et les démocrates convergent, il y a aussi ce problème géostratégique avec la Chine. Lorsque la Chine est devenue membre de l'OMC en 2001, personne n'avait vraiment envisagé que dans 15 ans ou presque, elle serait capable de défier les États-Unis avec une économie presque aussi importante, et une croissance économique deux fois plus rapide. Par ailleurs, cette discussion géostratégique ne s'arrêtera pas, et elle ne s'arrêtera pas avec un nouvel occupant à la Maison blanche.

Elle a également des implications pour l'Europe bien sûr, parce que nous aussi nous devons nous poser la question, et nous avons vu lors de cette session aujourd'hui, vous savez, que les valeurs de la démocratie, qui sont aussi des composantes importantes dans cette discussion, ne laissent pas place à beaucoup d'optimisme non plus, parce que ce

combat géostratégique n'est pas qu'une question de pouvoir, de pouvoir économique militaire, c'est aussi une question de valeurs qui ne disparaîtront pas.

Taeho BARK

Je voudrais dire que nous devrions être désolés de parler de l'OMC à Marrakech, car, comme vous le savez, en 1994, Marrakech a accueilli une réunion ministérielle, lors de laquelle les Ministres se sont mis d'accord pour créer l'OMC. Pourtant, nous parlons en ce moment de la face sombre de l'OMC. En fait, il y a sept ans je me suis rendu à Rabat pour la réunion bilatérale des Ministres entre la Corée et le Maroc. À cette époque, le Ministre des Affaires étrangères du Maroc m'avait demandé, « Où voulez-vous aller après Rabat ? » Je lui ai répondu que j'aimerais visiter Marrakech car c'est là qu'a été créée l'OMC. Nous sommes venus ici et nous avons essayé de trouver l'hôtel qui avait accueilli la conférence des Ministres en 1994. Nous avons trouvé l'hôtel, il était immense, et j'ai oublié son nom. Le responsable de l'hôtel est descendu et nous a présenté l'établissement. Je lui ai demandé, « Saviez-vous que ce lieu avait accueilli une réunion qui a donné naissance à l'OMC » ? Le responsable m'a répondu, « C'est quoi, l'OMC ? » Il n'y avait pas de plaque, aucun souvenir de la réunion ministérielle. J'étais assez déçu sur le moment.

Virginie ROBERT

C'est bien que vous soyez là, vous savez, pour lui rendre-

Taeho BARK

Malgré tout, vous savez, je suis également très pessimiste à propos de-

Virginie ROBERT

À propos de l'OMC.

Virginie ROBERT

Karl va prendre la parole, et nous allons parler un peu du problème du système de règlement des différends de l'OMC, puis nous laisserons la place aux questions.

Karl BRAUNER

Je voudrais dire que les États-Unis sont un leader positif depuis plus de 70 ans dans le domaine de la politique commerciale, cela date d'avant le GATT, et ils ont utilisé la politique commerciale comme un élément de leur politique étrangère, comme un instrument de la politique de paix. Si les États-Unis jouent ce rôle que vous venez de décrire, cela ne résout pas le vrai problème, car ils ne se concentrent que sur les défis extérieurs du pays. Les véritables difficultés se trouvent à l'intérieur des États-Unis.

Le problème, c'est que l'Amérique a perdu sa grandeur. Lorsque l'Amérique était encore un grand pays, les Américains pouvaient se comporter comme ils se comportaient, comme des leaders positifs, et l'Amérique ne retrouvera pas sa grandeur par des conflits externes.

Virginie ROBERT

On en revient aux blancs mécontents dont vous parliez tout à l'heure, qui ont élu Trump, et qui ont exprimé leur mécontentement à travers ce vote, mais quelque part, l'Amérique s'attendait à ce blocage de la nomination des juges de l'OMC, parce que c'est la seule façon pour les pays de régler leurs différends. Nous savons que cette partie de l'organisation est réellement à l'arrêt, et en décembre, si aucun juge n'est nommé, ce sera fini, elle sera morte. Par conséquent, que pouvons-nous faire pour l'éviter ?

Karl BRAUNER

Ce problème a commencé en 2017, et je pense que les efforts pour le résoudre ont commencé trop tard. Aujourd'hui, nous avons un groupe de pays qui sont sous la direction de l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande et qui essaient de s'attaquer aux problèmes au niveau technique, et je voudrais en venir à l'un des éléments du titre de notre réunion cet après-midi, la « confiance ». On peut essayer de reconstruire la confiance en résolvant certains problèmes techniques, et il faut arriver à ce que les Européens et les Américains se parlent, parce que je pense que les Européens ont fait de très bonnes propositions, en relevant tous les griefs des Américains, un par un, sans dire qu'ils partagent ces inquiétudes, mais en proposant des solutions. Néanmoins, les américains ne se sont pas encore engagés, et je dois dire que je soupçonne qu'ils aient d'autres problèmes. Ils sont confrontés à la Chine, ils sont confrontés au USMCA, et l'OMC n'arrive qu'en troisième position dans la liste de leurs priorités.